



**ETUDE DE Maitres KONSO CAMARA ET  
DIALLO MAMADOU SALIOU**



Huissiers de Justice-Titulaires de Charge près les Cours et Tribunaux de Conakry  
Sise au Bloc des Professeurs/Donka à côté du TPI de Dixinn  
TEL : 62 39 94 55/63 55 32 80/69 50 32 34/64 23 35 72

COPIE.

**CITATION A PARTIES CIVILEMENT RESPONSABLES**

L'AN DEUX MIL TREIZE

ET LE huit (08) Mars à 18 heures 00 minutes

Agissant en vertu des *Cédules de Citations RP N°155, 152, 160 164 et 173/PR/TPI/D/C/13 en date du 07 Mars 2013 délivrée* par Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Première Instance de Dixinn Conakry2, lequel fait élection de domicile en son parquet sis au quartier Camayenne Secteur Donka Bloc des Professeurs, Commune de Dixinn au Palais de Justice de ladite Ville ;

Et à la requête de Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Première Instance de Dixinn Conakry2, lequel fait élection de domicile en son parquet sis au Palais de Justice de ladite Ville ;

Nous, Maitres CAMARA Konso, et DIALLO Mamadou Salio, Huissiers de Justice-Titulaires de Charge Près les Cours et Tribunaux à la Résidence à Conakry demeurant et domiciliés en ladite ville, Soussignés ;

Donné citation de par la Loi et Justice aux Partis Politiques :  
**La Nouvelle Génération Pour la République (NGR)**, Siège Social au quartier Kissosso, Commune de Matoto à Conakry prise en la personne de ses représentants légaux, où, étant et parlant à :

**Guinée Pour Tous (GPT)**, Siège Social au quartier Nongo, Commune de Ratoma à Conakry prise en la personne de ses représentants légaux, où, étant et parlant à :

**Rassemblement pour le Développement Intégré de la Guinée (RDIG)**, Siège Social au quartier Yimbaya, Commune de Matoto à Conakry prise en la personne de ses représentants légaux, où, étant et parlant à :

L'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG), Siège Social au quartier Minière, Commune de Dixinn à Conakry prise en la personne de ses représentants légaux, où, étant et parlant à : *Noussou Bachir Bah, membre actif du parti légal a reçu copie par le parti et vice versa original.*  
L'Union des Forces Républicaines (UFR), Siège Social au quartier Matam Lido, Commune de Matam à Conakry prise en la personne de ses représentants légaux, où, étant et parlant à :

L'Union des Forces de Changement (UFC), Siège Social au quartier Ratoma Centre, Commune de Ratoma à Conakry prise en la personne de ses représentants légaux, où, étant et parlant à :

Exclusivité Africaguinee.com

Le Parti de l'Espoir pour le Développement (PEDN), Siège Social au quartier Lambanyi Commune de Ratoma à Conakry prise en la personne de ses représentants légaux, où, étant et parlant à :

Le Parti du Peuple de Guinée (PPG), Siège Social au quartier Dixinn, Commune de Dixinn à Conakry prise en la personne de ses représentants légaux, où, étant et parlant à :

L'Union pour la Nouvelle République (UNR), Siège Social au quartier Nongo, Commune de Ratoma à Conakry prise en la personne de ses représentants légaux, où, étant et parlant à :

L'Alliance des Forces d'Avenir de Guinée (AFAC), Siège Social au quartier Almamy, Commune de Kaloum à Conakry prise en la personne de ses représentants légaux, où, étant et parlant à :



la Génération Citoyenne (GECI), Siège Social au quartier Coléah, Commune de Matam à Conakry prise en la personne de ses représentants légaux, où, étant et parlant à :

Le Parti Socialiste (PS), Siège Social au quartier Hafia Mosquée, Commune de Dixinn à Conakry prise en la personne de ses représentants légaux, où, étant et parlant à :

Les Nouvelles Forces Démocratiques (NFD), Siège Social au quartier Yimbéyah, Commune de Ratoma à Conakry prise en la personne de ses représentants légaux, où, étant et parlant à :

**Exclusivité Africaguinee.com**

Avoir à comparaître et se trouver présent le **Jeudi, 14 Mars 2013 à 09 heures 30 Minutes du matin, heures et jours suivants**, s'il y a lieu à l'audience et par devant le Tribunal de Première Instance de Dixinn Conakry2, siégeant en matière correctionnelle dans la salle ordinaire des audiences céans au Palais de justice de ladite ;

**POUR :**

Que par requête de **Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Première Instance de Dixinn Conakry2**, lequel fait élection de domicile en son parquet sis au Palais de justice de ladite Ville et agissant en vertu des cédules de citations ci-dessus mentionnées ;

Attendu que le **21 Février 2013**, les **Partis Politiques Membres de l'ADP, du Collectif élargi au CDR adressaient une Correspondance aux Autorités Communales de Dixinn et de Ratoma pour les informer de l'Organisation le Mercredi, 27 Février 2013 de 08 Heures à 17 Heures d'une marche pacifique**

# Exclusivité Africaguinee.com

Que cette marche devrait se dérouler conformément à l'itinéraire *Rond Point Enco-5, Hamdallaye jusqu'à l'Esplanade du Stade du 28 Septembre à Dixinn* ;

Que ladite manifestation s'est déroulée correctement jusqu'au moment où, *une foule formant le cortège commença à jeter des cailloux en direction des services de sécurité au niveau du Siège du Parti RPG Arc-en Ciel situé au quartier Hamdallaye* ;

Qu'à leur retour, des groupes des manifestants s'attaquaient à des personnes et détruisaient des biens dont les agissements et gestes constituent des chefs des délits entre autres : *Attroupements, défilés et Cortèges armés sur la voie publique, Coups et blessures volontaires, voie de fait, outrages envers les dépositaires de la Force Publique, Dommages à la Propriété Privée, Manifestations en bande, entrave à l'exercice des Droits et des Libertés individuelles et les Fonctions du Maintien de l'Ordre, Destructions et Dégradations d'Edifices ou Installations Publiques ou Privées*, pour lesquelles, ils sont poursuivis par le Ministère Public, faits prévus et punis par les *Articles 110, 118, 119, 121, 295, 520 Alinéa 3, 531, 231 du Code Pénal* et la Loi L/N°092/011/CTRN du 08 Mai 1992 portant sur la Répression de certaines formes de Violences ;

Que pour enchérir l'attitude des organisateurs de cette marche, *l'article 119 du même Code dispose « Tout défilé, tout cortège, toute manifestation publique doit avoir un comité d'organisation composée de cinq personnes.*

*Ce Comité est chargé de maintenir l'ordre et d'empêcher toute infraction aux Lois et Règlements en vigueur.*

*Les membres du Comité d'organisation sont responsables des infractions aux dispositions du présent article et à celles de l'article 118 ci-dessus. » ;*



Et de tout ce qui précède, il est sollicité très respectueusement du Tribunal de déclarer les Partis Politiques Membres du Collectif de l'ADP, élargi au CDR civilement responsables des préjudices causés en tant que membres du Comité d'Organisation de la marche du 27 Février 2013;

**PAR CES MOTIFS :**

Il est sollicité très respectueusement du Tribunal de céans de :

**EN LA FORME :**

Recevoir l'action civile et Déclarer les Partis Politiques Membres du Collectif de l'ADP, élargi au CDR civilement responsables des préjudices causés en tant que membres du Comité d'Organisation de la marche du 27 Février 2013 ;

Condamner les Partis Politiques Membres du Collectif de l'ADP, élargi au CDR à la réparation de l'ensemble des préjudices subis par leurs agissements ;

**AU FOND :** L'y dire bien fondée ;

En conséquence :

**Sur l'action civilement responsables :**

Déclarer les *Partis Politiques Membres du Collectif de l'ADP,*  
élargi CDR  
*(UFC,NFD,PS,GECI,AFAC,UNR,PPG,PEDN,UNF,UFDG,RDIG,GPT,NG*  
*R)* civilement responsables des préjudices causés en tant que  
membres du Comité d'Organisation de la marche du 27 Février  
2013

*Leur déclarant* que cette citation leur est servie pour produire  
toutes conséquences de droit ;

**TRES IMPORTANT :**

vous déclarant en outre, que faute par vous de se présenter ou de se faire représenter audits lieux et aux heures sus indiqués, il sera rendu contre vous un jugement par défaut réputé contradictoire sur les seuls éléments fournis par votre adversaire et ce, conformément au Code de Procédure Pénale ;

**SOUS TOUTES RESERVES**

Et à ce qu'ils n'en ignorent, je leur ai, étant et parlant comme dessus, remis et laissé copie du présent exploit ainsi que celle de la cédule de citation susvisée dont le coût est de : 150 000 GNF avec vacations.

**LES HUISSIERS DE JUSTICE**

**L'UN D'EUX**



**Exclusivité Africaguinee.com**



COUR D'APPEL DE CONAKRY  
\*\*\*  
TRIBUNAL DE PREMIERE  
INSTANCE DE CONAKRY II  
\*\*\*

REPUBLIQUE DE GUINEE  
Travail-Justice-Solidarité  
\*\*\*

CEDULE DE CITATION

RP : N° 155 152, 160, 164

Pour l'Audience Correctionnelle du Jeu de 14 Mars 2013  
A \_\_\_\_\_ heures du matin \_\_\_\_\_ et jours suivants s'il y a lieu

PREVENU	TEMOINS A CITER
EL Hadj Boubacar DIALO et 88 Autres	
<b>Exclusivité Africaguinee.com</b>	
	PARTIE CIVILE A CITER
PREVENTIONS :	
<p>Attroupement de l'Etat et cortège armé sur la voie publique Coup et blessures volontaires, voies de fait, outrage envers les députés de la force publique, dommages à la propriété publique et service manifestation en bande armée, entrave à l'exercice du droit et liberté individuelle et des fonctions du maintien d'ordre, destruc- tion et dégradation d'édifices ou installations publiques ou privées Cet Art 119, 121, 295, 520 al 3, 521, 231 du C.P et la loi N° 092/04/CTRN du 08 Mai 1992 portant répression de certains foras de violences;</p>	
	CIVILEMENT RESPONSABLE A CITER
	Généralité Citoyenne (GECI) siège social : Cité de la Commune de Matam, Conakry

violences;

CCC

Conakry 08/03/13

Fait au Parquet le 07 Mars 2013  
Le Procureur de la République

*[Signature]*